

Une chercheuse franco-iranienne empêchée de quitter Téhéran

LE MONDE | 06.09.07 | 14h22 • Mis à jour le 06.09.07 | 14h25

Mehrnoushe Solouki, une chercheuse et documentaliste de film à la double nationalité française et iranienne, retenue en Iran contre son gré par les autorités depuis plus de six mois, a choisi, pour des raisons de sécurité, de loger à l'ambassade de France à Téhéran.

"Depuis plusieurs jours", a-t-elle déclaré au Monde, qui l'a contactée à l'ambassade mercredi 5 septembre par téléphone, "je suis là comme une invitée qui n'a pas de logement". "Je ne me sens plus en sécurité en Iran", ajoute-t-elle, en évoquant l'incarcération qu'elle a subie, les pressions qu'ont exercées sur elle les services de renseignements iraniens, et aussi un mystérieux accident fin juillet, lorsqu'une moto l'a renversée dans la rue, à Téhéran.

Le 17 février, Merhnoushe Solouki était arrêtée à Téhéran, alors qu'elle travaillait sur un film contenant des témoignages à propos de la vague d'exécutions sommaires et de répression politique survenue en Iran en août 1988 (entre 4 000 et 6 000 victimes).

MÉANDRES KAFKAÏENS

Conduite à la sinistre section 209 des détenus politiques dans la prison d'Evin, elle a passé un mois dans une cellule où elle dormait à même le sol, sous un néon allumé jour et nuit. Au cours d'interrogatoires à répétition, ses geôliers cherchaient à lui faire dire qu'elle avait été en contact avec des familles de membres de l'organisation d'opposition Moudjahidins du peuple, ou bien qu'elle avait bénéficié de financements de la Commission des droits de l'homme du Canada, un pays où elle a le statut de résidente depuis 2005. M^{me} Solouki est détentrice de la carte de presse de la Fédération des journalistes du Québec, et bénéficiait, pour tourner son film en Iran, de recommandations universitaires à Montréal, où elle est doctorante.

Libérée de prison après le versement d'une caution qui a nécessité que ses parents, vivant à Téhéran, hypothèquent leur maison, elle attend depuis des mois une autorisation de sortie du territoire iranien, après avoir récupéré son passeport. Aucune charge n'a été retenue contre elle mais une enquête judiciaire a été ouverte, aux méandres kafkaïens.

C'est à la fois parce qu'elle se sent vulnérable, sa sécurité incertaine, et pour ne pas dépendre de l'hébergement de ses parents, que M^{me} Solouki a décidé de s'abriter à l'ambassade de France à Téhéran, où elle passe ses nuits, tout en circulant en ville le jour à sa guise. Les autorités françaises sont, jusqu'à présent, restées très discrètes sur le fait qu'elle était abritée à l'ambassade, de peur que le régime iranien accuse Paris de soustraire une citoyenne du pays à la justice.

Rompant avec ce silence, un porte-parole du Quai d'Orsay nous déclare : "Mehrnoushe Solouki est française. Le fait qu'elle soit aussi iranienne ne nous interdit pas de la recevoir quand elle le demande. M^{me} Solouki est aujourd'hui à l'ambassade." Il ajoute que le cas Solouki a été évoqué auprès des autorités iraniennes "à tous les niveaux de l'Etat". Cela a notamment été le cas, selon nos informations, lorsque l'émissaire français pour le Liban, Jean-Claude Cousseran, s'est rendu à Téhéran.

Mais, inquiète de voir que son sort n'est toujours pas résolu - alors que plusieurs binationaux irano-américains ayant été incarcérés à Téhéran sur des charges d'espionnage ont pu, eux, récemment quitter le pays -, M^{me} Solouki estime que "sans médiatisation de mon affaire, il n'y aura pas d'issue favorable".

Natalie Nougayrède

21 condamnés à mort pendus en un jour

Les autorités iraniennes ont fait pendre 21 condamnés à mort, en un jour, mercredi 6 septembre, ont rapporté les médias officiels.

Les 17 condamnés exécutés dans la province du Khorassan-Razavi (nord-est) avaient été reconnus coupables de trafic de drogue. Quatre autres personnes ont été pendues à Chiraz (centre) pour "possession d'armes, trafic de drogue et attaques à main armée contre les forces de l'ordre".

Dans le cadre d'une campagne officielle pour "améliorer la sécurité", le rythme des exécutions s'est accru ces derniers mois.

Celles de mercredi portent à 189 le nombre d'exécutions cette année, contre 177, en 2006, selon Amnesty International. Les autorités veulent faire des exemples en donnant plus de "visibilité" aux exécutions. Ils ont ainsi fait pendre le 2 août, au centre de Téhéran, deux jeunes gens qui avaient tué un juge. L'un d'eux souriait en disant adieu à la foule. C'était la première exécution publique dans la capitale en 5 ans. - (AFP.)

Article paru dans l'édition du 07.09.07

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Finances

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Nautisme

» Voyages
» Newsletters
» RSS

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -50%
» Déjà abonné au journal
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide